Le 8 mars, ce n'est ni la fête des mères, ni la fête des femmes, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes.

Nous appelons à la grève féministe en solidarité avec nos sœurs du monde entier, notamment iraniennes, afghanes et kurdes qui subissent une remise en cause de leurs droits fondamentaux et qui payent parfois de leur vie leur résistance acharnée à l'oppression. Nous soutenons nos sœurs ukrainiennes confrontées à une guerre cruelle et meurtrière dont un grand nombre vit en exil ou ont à affronter la peur des bombardements et les exactions des soldats russes. Nous soutenons nos sœurs féministes russes qui manifestent contre ces menées militaristes au prix souvent de leur liberté.

Nous appelons à la grève féministe pour gagner l'égalité au travail et dans nos vies, pour garantir notre indépendance économique.
En France, le gouvernement s'attaque de nouveau et frontalement aux femmes avec une réforme des retraites, qui va les percuter de plein fouet. Au cœur de la lutte contre cetteréforme, le 8 mars est l'occasion demettre sur le devant de la scène la situation et les revendications des femmes et d'amplifier la mobilisation.Le 8 mars 2020 a été la dernière manifestation avant l'enterrement de la réforme des retraites à points ! Faisons du 8 mars 2023 celui du retrait de cette nouvelle réforme de régression sociale majeure. Ensemble, nous gagnerons !

Toujours payées un quart en moins, concentrées sur les emplois moins bien rémunérés et à temps partiels, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir boucler les fins de mois. Au lieu de sanctionner les entreprises qui discriminent, au lieu d'augmenter les salaires et les pensions,de lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ce gouvernement et le patronat veulent imposer une réforme des retraites violente et injuste. Contraintes par des salaires plus faibles et des carrières plus courtes du fait de la prise en charge des enfants et des aîné·es, nous touchons déjà aujourd'hui une pension en moyenne inférieure de 40% à celle des hommes. Reporter encore l'âge de départ, alors que nous sommes nombreuses à partir en retraite avec une carrière incomplète dégradera encore notre situation. Nous refusons de travailler plus pour gagner moins ! Au contraire, mener des politiques volontaristes pour l'égalité des salaires et des taux d'emploi procurerait des cotisations supplémentaires supérieures au déficit invoqué par le gouvernement pour justifier la réforme des retraites.

Handicapées, nous subissons d'autant plus les violences sexistes, y compris sexuelles, qu'elles soient privées, institutionnelles, médicales, ou économiques. Nous ne voulons plus être invisibles, privées de nos droits à l'auto-détermination, à l'éducation, à l'autonomie, à l'emploi, aux soins, et à la procréation pour celles souhaitant devenir mère. Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle de l'ensemble de l'espace public, des logements, des écoles et lieux de formations, professionnels ou de loisirs.

Travailleuses sans papier, nous voulons être déclarées et pouvoir cotiser. Pas question, comme le fait le projet de loi asile immigration, de donner les pleins pouvoirs aux patrons pour décider de notre régularisation !

Privées d'emploi, nous ne voulons pas que la durée de notre indemnisation, comme le prévoit désormais la loi, dépende des aléas de la conjoncture économique.

Nous refusons de subir les effets du projet de loi sur le logement Kasbarian-Bergé actuellement en discus-

sion qui criminalise les locataires et occupantes précaires mises dans l'illégalité en accélérant les mises à la rue, précarisant encore davantage celles qui subissent des violences et des inégalités.

Nous appelons à la grève féministe pour défendre le droit à l'avortement toujours menacé ou criminalisé dans le monde. En France, ce droit doit être inscrit dans la Constitution ! Il doit aussi être effectif sur l'ensemble du territoire avec le maintien et la réouverture de maternités et hôpitaux de proximité.

#MeToo a mis en lumière que les violences contre les femmes et les filles étaient partout. Nous voulons enfin en tous lieux être respectées et 2 milliards pour l'accompagnement des victimes, la mise en œuvre des politiques de prévention pour assurer la fin des violences sexistes et sexuelles. Nous en avons assez de l'impunité des agresseurs ! Nous voulons une réelle solidarité avec les victimes ! Nous voulons que les lois existantes soient complétées et appliquées !

De bons salaires, de bonnes retraites, c'est la garantie de notre indépendance économique. Pas question, de dépendre de nos pères, de nos conjoints ou de toute forme de patriarcat !
Nous voulons du temps pour vivre, un vrai partage des tâches domestiques et parentales, une réduction du temps de travail pour toustes ! Nous voulons des services publics pour socialiser ces tâches et prendre en charge nos enfants et nos parents !

Nous voulons avoir les moyens de faire nos choix de vie et de vivre librement notre orientation sexuelle et nos identités. Nous voulons mettre fin aux attaques et discriminations misogynes, racistes et LGBTQIAphobes. Celles-ci sont relayées par les discours de l'extrême droite dont l'ADN est la haine de l'« autre ».

Nous voulons une éducation non sexiste, la mise en place effective d'une éducation à la sexualité et au consentement, la fin des stéréotypes dans les manuels scolaires et une orientation scolaire et professionnelle non genrée.

Le 8 mars, on s'arrête toutes et on manifeste.

On fait la grève féministe.

On montre la solidarité et la force des femmes. Le 8 mars, on grève, on débraye, on agit. Faisons du bruit à 15h40, heure à laquelle chaque jour les femmes arrêtent d'être payées.

Le 8 mars, toustes ensemble, on envahit les rues contre la réforme des retraites, pour l'augmentation des salaires, contre les violences sexistes et sexuelles et en solidarité internationale avec les femmes du monde entier.

Ras le bol du patriarcat !

Premiers signataires

Organisations nationales : APEL-Egalité, Attac France, Collectif National Droit des Femmes, CGT, CNT-Solidarité Ouvrière, Femmes Solidaires, FSU, Fédération Nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FNCIDFF), Femmes Egalité, L'Assemblée des Femmes, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID), Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement des Femmes Kurdes (TJK-F), #NousToutes, On arrête Toutes !, Osez le Féminisme ,Planning familial, Réseau féministe «Ruptures», Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques France, Union des femmes socialistes (SKB)France, UNEF (union nationale des étudiant·e·s de France), Union Syndicale Solidaires
Organisations locales : Collectif CIVG Tenon, Le Planning Familial 94, ZORA Paris, Fédération Régionale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du GrandEst, Fédération Régionale des CIDFF d'Auvergne Rhône-Alpes

En soutien : Ensemble!, Gauche Eco Socialiste, Generation·s, Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF), NPA, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti communiste français, Union Communiste Libertaire